Déclaration liminaire du SNUipp-FSU de la Drôme

CAPD du 02 février 2015

Nous sommes réunis aujourd'hui pour installer la CAPD au lendemain d'élections professionnelles dont les résultats ont à nouveaux conforté le SNUipp-FSU 26, loin devant les autres organisations syndicales, lui confiant ainsi l'ensemble des sièges de la Commission Administrative Paritaire Départementale de la Drôme.

Nous ne reviendrons pas sur le mode de scrutin, dénoncé à plusieurs reprises, ne favorisant pas la participation du plus grand nombre.

Nous entamons ce mandat en espérant participer aux commissions paritaires dans un réel climat d'écoute et de réflexion. La CAPD n'est pas une chambre d'enregistrement, mais doit redevenir un véritable lieu d'échange paritaire. Le SNUipp-FSU y portera la voix de l'ensemble des collègues en ayant comme principal souci la transparence et l'équité. C'est bien sur ce mandat qu'à nouveau les 7 sièges de la CAPD lui ont été confiés et que nous poursuivrons nos interventions.

A l'ordre du jour aujourd'hui, les règles et barèmes départementaux.

Le SNUipp-FSU 26 rappelle son attachement au barème constitué de l'AGS, seule garantie de transparence pour les diverses opérations administratives concernant les carrières.
Concernant le mouvement départemental, la multiplication des points de bonification crée l'iniquité tout en bloquant les possibilités de muter.
Il s'oppose aussi aux postes à profil, sur lesquels les personnels sont nommés hors CAPD, après une commission dont on ne perçoit pas l'objectivité. Il en est de même, sur ce dernier point, pour les demandes de congé formation. Nous aurons l'occasion d'en débattre.

Plus généralement, il est urgent de se questionner sur le rôle de l'Ecole de la République que nous souhaitons. Si celle-ci ne peut pas prendre en charge tous les maux de la société, elle n'en est pas moins traversée par ceux-ci. Seule, elle ne pourra pas tous les combattre, mais sans moyens à la hauteur, elle ne sera même pas en mesure de réduire les écarts toujours plus grands, à l'origine des résultats pointés régulièrement à travers les études internationales. C'est d'une politique sociale généralisée dont notre pays a besoin ; une politique qui prendrait en compte les nécessités en termes de logement, de travail, de santé et surtout d'éducation. Les événements du début de l'année nous l'ont tristement rappelé.

Aujourd'hui, l'écart entre le battage médiatique autour de la refondation de l'Ecole, de l'Education prioritaire ou encore la nécessité d'ancrer les valeurs de la République et le quotidien vécu par les enseignants dans les écoles laisse perplexe.

Avec la FSU, le SNUipp-FSU 26 appelle les enseignants à cesser le travail demain pour la réussite des élèves, pour la reconnaissance de notre métier, des salaires revalorisés, des conditions de travail améliorées, pour une formation relancée.